



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 28/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SITRA FRANCE

BP 8
62840 SAILLY-SUR-LA-LYS

Références : 461-2025
Code AIOT : 0007001029

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/08/2025 dans l'établissement SITRA FRANCE implanté 51 RUE DE LA LYS 62840 SAILLY-SUR-LA-LYS. L'inspection a été annoncée le 29/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SITRA FRANCE
- 51 RUE DE LA LYS 62840 SAILLY-SUR-LA-LYS
- Code AIOT : 0007001029
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société SITRA FRANCE basée à Sailly-sur-la-Lys dispose de 4 lignes de travail pour le lavage intérieur des citernes routières, dont 1 ligne spécifique pour le nettoyage intérieur des citernes ayant contenu des produits alimentaires pharmaceutiques (en lieu et place de la ligne initialement réservée au nettoyage intérieur et extérieur des véhicules).

L'établissement procède au nettoyage intérieur de 50 à 60 citernes/ jour.

Ne sont admises au lavage sur le site que les citernes ayant contenu des produits alimentaires ou neutres. Les citernes de transport de produits alimentaires représentent la part prépondérante de l'activité de la station de lavage, ces produits alimentaires étant principalement constitués de dérivés de l'amidon (glucose, sorbitol...) en provenance de l'usine ROQUETTE à LESTREM.

Le site est équipé d'une station d'épuration comprenant :

- . une épuration primaire pour la séparation des matières décantables et des liquides non miscibles (huiles, graisses...) ;
- . deux bassins d'homogénéisation de 300 m³ chacun ;
- . une unité de neutralisation ;
- . un bassin épuration biologique par boues actives de 1000 m³ ;
- . un décanteur secondaire ;
- . un silo concentrateur de boues de 120 m³ ;
- . un filtre presse pour le traitement des boues (cette unité a été mise en service en février 2002 : conditionnement des boues au chlorure ferrique et à la chaux, puis déshydratation sur filtre à plateaux).

Les eaux épurées sont ensuite rejetées au milieu récepteur (rivière : la Lys).

La totalité des boues est valorisée en épandage agricole via la société ASTRADEC.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Stockages des produits chimiques - cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 12/11/1991, article 3.4.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Produits admis au lavage	Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article 2.3	Sans objet
2	Recyclages internes	Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article 3.1.1	Sans objet
3	Compteur d'eau	Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article 3.1.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Récupération des égouttures	Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article 3.3.3	Sans objet
5	Réception des citernes - Principe de responsabilité	Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article 9.1.1	Sans objet
6	Réception des citernes - Contrôle par l'exploitant	Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article 9.1.2	Sans objet
7	Réception des citernes - Registre	Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article 9.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une seule non conformité (stockage de produits chimiques sans cuvette de rétention) a été relevée par l'inspection et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Produits admis au lavage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article 2.3
Thème(s) : Autre, admission des citernes au lavage
Prescription contrôlée : Ne seront admises au lavage que les citernes ayant contenu des produits alimentaires ou neutres repris dans la liste référencée en annexe 1 au dossier de demande d'autorisation.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous présenter la liste référencée en annexe 1 au dossier de demande d'autorisation initiale. Cependant, l'exploitant a précisé que: - seules les citernes ayant contenu des produits alimentaires sont admises au lavage sur le site; - la liste répertoire des produits autorisés nommée "FOR 09" est plus restrictive que la liste de l'annexe 1 du dossier de demande d'autorisation initiale. L'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre cette liste répertoire "FOR 093" mise à jour. Cette liste nous a été transmise par mail du 28/08/2025. Celle-ci ne comporte effectivement que des produits alimentaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recyclages internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article 3.1.1
Thème(s) : Autre, limitation de la consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant devra rechercher par tous les moyens économiquement acceptables à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement. A cet effet le matériel installé sera conçu et équipé des dispositifs nécessaires pour permettre un recyclage optimum des eaux de process.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin de limiter la consommation d'eau durant les cycles de lavage (sans pour autant diminuer la qualité du nettoyage), l'exploitant a intégré une phase de pause (arrêt d'arrosage) permettant, en outre, de laisser agir les produits de nettoyage.</p> <p>Le nettoyage d'une citerne nécessite environ 2,5 m³ d'eau.</p> <p>Quant au recyclage des eaux de process, celui-ci est interdit pour toutes citernes destinées à transporter des produits alimentaires.</p> <p>Par ailleurs, les chargeurs, tels que Roquette, ont des exigences bien précises en terme de nettoyage selon les produits transportés. Les normes de qualité imposées par les chargeurs déterminent jusqu'à la quantité d'eau à utiliser.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Compteur d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article 3.1.2
Thème(s) : Autre, Surveillance de la consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les Installations de prélèvement d'eau ainsi que les lignes de lavage devront être équipées d'un compteur volumétrique. Le relevé des volumes consommés sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé de 2 compteurs volumétriques : 1 compteur général et un compteur dédié uniquement aux eaux de process.</p> <p>Chaque semaine, l'exploitant relève les 2 compteurs et reporte les volumes sur un registre : Vu pour le compteur principal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le 01/08/2024 : 58 080 m³ - le 01/08/2025 : 99 827 m³

<p>Soit une consommation annuelle générale de 41 747 m³</p> <p>Vu sur le compteur des eaux process :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le 01/08/2024 : 524 436 m³ - le 01/08/2025 : 561 785 m³ <p>Soit une consommation annuelle générale de 37 349 m³, soit 130 m³ par jour pour les eaux de process.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Récupération des égouttures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article 3.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Récupération des égouttures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant lavage, les citernes ayant contenu des produits liquides seront préalablement égouttées par tout moyen adapté ; les produits recueillis seront dirigés par un réseau spécifique vers une cuve de stockage étanche qui sera vidangée régulièrement.</p> <p>Les citernes ayant contenu des produits solides ou pulvérulents seront préalablement nettoyées à sec (aspiration ou autre moyen équivalent).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les citernes sont égouttées préalablement au lavage. Les produits recueillis sont collectés dans 2 fosses en béton étanches.</p> <p>L'évacuation de ces résidus est effectuée régulièrement (environ 28 tonnes par semaine) à destination de la société AGRI FLANDRES basée à Renescure.</p> <p>La procédure de récupération des résidus avant lavage mise à jour au 25/08/2025 nous a été transmise.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Réception des citernes - Principe de responsabilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article 9.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Procédures de réception des citernes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'acceptation et le lavage des citernes par la station devra faire l'objet d'une convention liant la Société HEINE et les sociétés de transport concernées afin de s'assurer que les prescriptions du présent arrêté seront satisfaites ; chaque transporteur devra notamment s'engager à ne présenter au lavage que des citernes ayant contenu des produits répondant aux caractéristiques définies à l'article 2.3. Ces conventions seront tenues à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il n'existait pas de convention entre la société SITRA FRANCE et les sociétés de transport.</p> <p>Cependant, avant toute acceptation d'une citerne au lavage, le chauffeur est reçu par le standard auquel il doit préciser quels sont les 3 derniers produits transportés dans la citerne. Ces éléments sont reportés sur l'ordre de lavage associé à la citerne et le chauffeur doit confirmer l'exactitude des informations avec signature.</p> <p>Le transporteur ne peut pas présenter sa citerne au lavage sans avoir cet ordre de lavage délivré par le standard.</p> <p>Par mail du 28/08/25, l'exploitant a transmis à l'inspection un exemplaire du protocole sécurité qui sera envoyé à chaque transporteur client, leur rappelant les conditions d'admissibilité des citernes au lavage et leur engagement à ne présenter que des citernes admissibles au lavage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Réception des citernes - Contrôle par l'exploitant

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article 9.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédures de réception des citernes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établira les procédures nécessaires et mettra à disposition du responsable de la station les moyens techniques lui permettant de vérifier que les citernes présentées peuvent être admises au lavage.</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure de réception des citernes nous a été communiquée.</p> <p>L'inspection a noté des incohérences, notamment sur la conduite à tenir dans le cas où le produit ayant été transporté dans la citerne à laver n'est pas sur la liste répertoire.</p> <p>La procédure n'est pas à jour ; la dernière date de mise à jour est le 18/04/2011.</p> <p>Par mail du 28/08/2025, l'exploitant nous a transmis la procédure corrigée et mise à jour à la date du 28/08/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Réception des citernes - Registre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article 9.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédures de réception des citernes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tiendra un registre sur lequel sera inscrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification du véhicule (N° d'immatriculation et nom du transporteur) - la nature du dernier produit transporté dans la citerne

<p>- la date et l'heure d'arrivée à la station. Ce registre sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre est informatisé. Il a été consulté par l'inspection; celui-ci comporte bien les éléments demandés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Stockages des produits chimiques - cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/1991, article 3.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Cuvettes de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les stockages de produits chimiques (soude, acide utilisés en station d'épuration, produits de lavage et de rinçage, détergents, produits désinfectants...) seront placés en cuvettes de rétention répondant aux caractéristiques de l'article 3.4.4.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté, au niveau de la station d'épuration, la présence de stockage de produits chimiques en GRV sans aucune rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois